

Nouvelles du JAPON

Vous pouvez également retrouver Nouvelles du Japon en ligne sur

www.fr.emb-japan.go.jp

Message de M. Yasuo SAITO, Ambassadeur du Japon en France

L'année 2010 aura été pour le Japon synonyme d'une poursuite de sa contribution active à la résolution des problèmes auxquels la communauté internationale est confrontée en collaboration étroite avec les autres pays, à commencer par la France. En accueillant notamment la 10ème Conférence des Parties de la Convention sur la diversité biologique en octobre 2010 à Nagoya, le sommet de l'APEC en novembre à Yokohama et la 8ème session plénière du Groupe Pilote sur les financements innovants pour le développement en décembre à Tokyo, le Japon a mené les débats en sa qualité de Président et a rendu de grands services en faveur de la création d'un cadre international en matière d'environnement et de la réalisation d'un développement durable.

2010 aura également été l'année du renforcement des relations entre le Japon et la France. Lors de son entretien avec le Premier ministre Naoto KAN à l'occasion de sa visite officielle en juillet 2010, le Premier ministre François FILLON a confirmé

son soutien à un accord de partenariat économique entre le Japon et l'Union Européenne. Lors de leur rencontre en octobre 2010 à Bruxelles, le Premier ministre KAN et le Président SARKOZY ont convenu de l'importance d'une réforme du Conseil de Sécurité pour l'établissement d'une gouvernance mondiale plus efficace. Le Président SARKOZY a également confirmé son soutien pour que le Japon devienne membre permanent du Conseil de Sécurité. Nos échanges ont aussi été dynamiques sur le plan culturel. La « Japan Expo », grand messe de la culture japonaise organisée en juillet dans la banlieue parisienne, a enregistré pendant quatre jours une affluence record de plus de 170 000 visiteurs.

En 2011, la France préside les sommets du G8 et du G20. Le Japon et la France, qui partagent les valeurs universelles des droits de l'homme, de la démocratie et de l'économie de marché, ont toujours collaboré sur la scène internationale, pour la réalisation de leurs intérêts communs. La France a ainsi indiqué

des priorités qui sont la réforme du système monétaire international, la lutte contre la volatilité du prix des matières premières et la réforme de la gouvernance mondiale. Ces questions doivent être abordées par l'ensemble des pays, sous l'initiative conjointe du Japon et de la France, pour établir un cadre de coopération permettant une adaptation de la communauté internationale aux nouvelles réalités du monde. Face à ces défis, le Japon contribuera à la sécurité et à la prospérité de la communauté internationale en soutenant la présidence française tout au long des processus du G8 et du G20.

Après un remaniement ministériel à la mi-janvier 2011, le 2ème Gouvernement KAN a réaffirmé son intention de faire du Japon « un pays ouvert » et je suis convaincu que cela découlera sur un renforcement de la coopération franco-japonaise. Les coopérations industrielles en cours dans les secteurs du nucléaire civil et des véhicules électriques en sont d'ailleurs quelques exemples emblématiques. En outre, en consi-



dérant le cadre important qu'offre l'Accord de Partenariat Economique (APE) entre le Japon et l'Union Européenne au renforcement des échanges de personnes, de biens et de capitaux du Japon avec la France et l'UE, le gouvernement japonais fera en sorte de prendre des initiatives en faveur du démarrage rapide des négociations de l'APE Japon - UE.

Yasuo SAITO

Ambassadeur du Japon en France

La 10ème Conférence des Parties de la Convention sur la diversité biologique (COP 10)

La 10ème Conférence des Parties de la Convention sur la diversité biologique (COP 10) s'est tenue du 18 au 29 octobre 2010 à Nagoya (département d'Aichi). Lors de cette conférence, le Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages des ressources génétiques et le nouveau plan stratégique pour l'après 2011 (Objectif Aichi) ont été adoptés. Lors de la cinquième réunion de la Conférence des Parties du Protocole de Carthagène sur la biosécurité (COP-MOP 5), qui préfigurait la COP 10, avait été adopté le Protocole additionnel de Nagoya - Kuala Lumpur sur la responsabilité et la réparation des écosystèmes endommagés par des organismes vivants modifiés (OVM) importés. Dans cette optique, le Japon a mené activement les débats en sa qualité de Président et a

contribué à l'obtention du consensus des pays participants. En outre, lors du Segment de haut niveau de la Conférence de Nagoya qui s'est déroulé du 27 au 29 octobre 2010, le Premier ministre Naoto KAN a présenté l'Initiative « Life in Harmony » (2 milliards de USD), qui a été salué par les pays signataires.



Le Premier ministre Naoto KAN, lors de son discours à la 10ème Conférence des Parties de la Convention sur la diversité biologique (COP10)

La 8ème session plénière du Groupe Pilote sur les financements innovants pour le développement

Le Japon a organisé du 16 au 17 décembre 2010 à Tokyo la huitième session plénière du Groupe Pilote sur les financements innovants pour le développement (GP) en sa qualité de Président du GP. Sous la présidence du ministre japonais des Affaires étrangères, M. Seiji MAEHARA, cette session a réuni les représentants de 56 pays, 20 organisations internationales et 18 associations. De nombreux pays de la zone Asie - Pacifique ont assisté pour la première fois à cette rencontre en réponse à l'appel lancé par



M. MAEHARA, Ministre japonais des Affaires étrangères, assurant la Présidence de la 8ème session plénière du Groupe Pilote sur les financements innovants pour le développement

le Japon. Comprenant des ateliers traitant des financements innovants dans sept domaines, dont ceux de la santé, du changement climatique, de la pauvreté et de la sécurité alimentaire, cette session a donné lieu à d'actifs échanges d'opinion portant sur les résultats des actions menés jusqu'à présent et sur les projets futurs. Au cours de sa Présidence (de juin à décembre 2010), le Japon a suscité le débat international sur les financements innovants afin de répondre aux nombreux besoins financiers en matière de développement dans le monde. Et il convient de dire qu'avec la présence de nouveaux pays à cette huitième session, les financements innovants sont véritablement devenus un sujet qui attire l'attention du monde entier.

Note : Les financements innovants pour le développement viennent compléter les financements déjà existants, tels que les aides publiques au développement (APD). Cette nouvelle méthode de financement bénéficie de la durabilité et de la prédictibilité nécessaires à une mobilisation financière stable.

Sommet de l'APEC

Lors du sommet de l'APEC qui s'est tenu à Yokohama du 13 au 14 novembre 2010, les discussions, portant sur l'intégration économique régionale dans la zone Asie - Pacifique, la stratégie de croissance et la sécurité humaine, ont abouti à l'adoption par les chefs d'États d'une déclaration conjointe, « La vision de Yokohama ». Dans cette déclaration, les dirigeants de l'APEC se sont mis d'accord sur un projet pour la zone Asie - Pacifique comprenant l'accélération d'une intégration économique régionale et la réalisation d'une croissance de plus grande qualité en vue de créer un environnement économique plus sûr. Sur l'intégration économique régionale, le but est d'établir une zone

de libre échange Asie - Pacifique (FTAAP) en développant les projets régionaux en cours sur la base d'une évaluation des objectifs de Bogor, comme l'ASEAN+3, l'ASEAN+6 et le Partenariat transpacifique (TPP). Le Premier ministre Naoto KAN a clairement exprimé la volonté du Japon d'œuvrer pour l'ouverture du pays et une plus grande libéralisation de son économie. Cette déclaration aidera l'APEC à choisir les mesures concrètes en faveur de la réalisation de la FTAAP.

Note : Les « Objectifs de Bogor » désignent les objectifs adoptés en 1994 selon lesquels « les économies industrialisées devraient réaliser une libéralisation du commerce et des investissements au plus tard en 2010 et les économies en développement avant 2020 ».



Le Premier ministre Naoto KAN à la conférence de presse de la Présidence de l'APEC

©Cabinet Public Relations Office

La coopération régionale dans la région Asie - Pacifique : APEC, EAS, ASEAN+3, ARF

Aujourd'hui, la région Asie - Pacifique attire l'attention par son

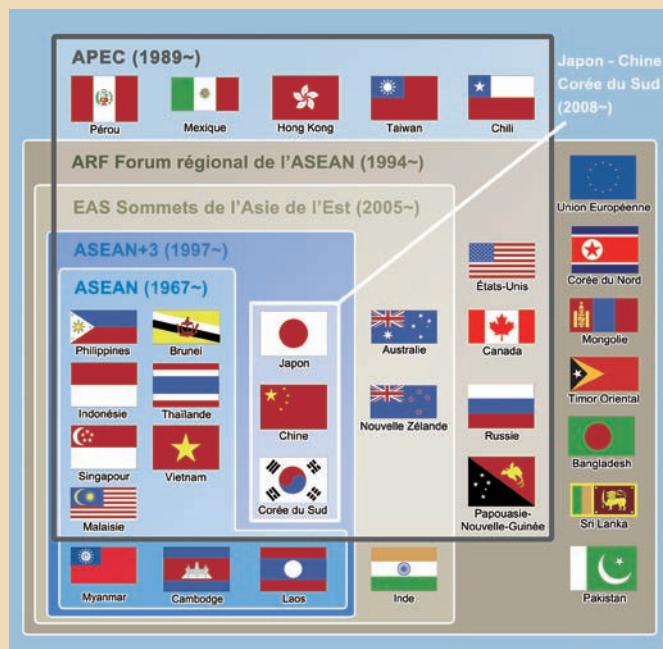
dynamisme et son fort potentiel, comme l'illustrent l'ASEAN, qui

compte une population supérieure à celle de l'UE (580 millions d'habitants contre 500 millions), la présence de pays émergents comme la Chine et l'Inde et un taux de croissance qui reste élevé malgré la crise financière qui frappe le monde entier.

Cependant, ce seul terme d'Asie englobe des pays qui diffèrent les uns des autres par leur système politique et leur niveau de développement économique, leur histoire et leur culture ou par leur religion. Dans ce contexte, la coopération régionale en Asie se poursuit sous la forme de coopérations ouvertes et transparentes dans les domaines où elle est possible, dans l'optique d'une future Communauté de l'Asie de l'Est.

Si la coopération régionale en Asie se développe principalement au sein de l'ASEAN, elle comprend également d'autres cadres comme l'ASEAN+3, créé lors de la crise économique de 1997 pour développer les coopérations finan-

cières, le **Sommet de l'Asie de l'Est (EAS)** (cf. encadré), le **Forum régional de l'ASEAN (ARF)**, qui constitue un cadre de référence en matière de sécurité régionale en vue d'instaurer la confiance et une diplomatie préventive, ainsi que l'**APEC**, un forum dédié au développement de la zone Asie-Pacifique par le biais de la promotion de la coopération économique régionale, notamment par la libéralisation et la facilitation du commerce et de l'investissement, que le Japon avait accueilli en novembre dernier. En outre, le **Sommet trilatéral Japon - Chine - Corée du Sud** qui se tenait régulièrement lors du sommet de l'ASEAN est organisé de manière indépendante depuis 2008. Il est nécessaire pour la zone Asie - Pacifique de mettre à profit cette série de cadres conjointement et de façon souple pour poursuivre des coopérations concrètes, tout en tenant compte des diversités régionales.



Décodage : Qu'est-ce que l'Accord de Partenariat transpacifique (TPP) ?

L'Accord de Partenariat économique stratégique transpacifique (P4) est un accord de coopération économique entré en vigueur en 2006 qui lie Singapour, la Nouvelle-Zélande, le Chili et le Brunei.

Cet accord a pour principal objet le commerce de marchandises, prévoyant notamment la suppression de la totalité des tarifs douaniers dans les dix ans suivant son entrée en vigueur. Il couvre également des domaines très divers comme le commerce des services, les marchés publics, la propriété intellectuelle, et encore la circulation des personnes.

Des discussions pour la conclusion d'un nouvel **Accord de Partenariat transpacifique (TPP)** ont été lancées en mars 2010 afin d'élargir le cadre de cet accord

qui est ouvert aux pays membres de l'APEC. A l'heure actuelle, neuf pays*1 participent à ces négociations.

Le gouvernement japonais fait état dans sa « politique de base sur les partenariats économiques globaux », adoptée par le conseil des ministres en novembre dernier, de la nécessité de poursuivre la collecte d'informations sur ce TPP. Il s'est donné jusqu'au mois de juin pour décider de son éventuelle participation à ces négociations. En vue de cette échéance, il effectue au plus vite à l'échelle nationale les préparatifs nécessaires.

*1 Singapour, la Nouvelle-Zélande, le Chili, le Brunei, les États-Unis, l'Australie, le Pérou, le Vietnam, la Malaisie.

Sommet de l'Asie de l'Est (EAS)

Alors que l'interdépendance augmente dans la zone Asie du fait du développement économique et de la mondialisation, et que la coopération régionale revêt une importance accrue suite à la crise financière asiatique et à l'attentat du 11 septembre 2001, il devenait nécessaire d'approfondir les coopérations en élargissant l'ASEAN+3 (Japon, Chine et Corée du Sud). C'est ainsi qu'en 2005 a été créé un nouveau forum, l'**EAS**, qui réunit en plus de l'ASEAN+3, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Inde (16 pays). L'objectif de ce sommet est de mener des coopérations globales dans les domaines prioritaires, à savoir l'énergie, la sécurité, l'éducation, la grippe aviaire et la prévention des catastrophes naturelles. Lors du 5ème Sommet qui s'est tenu à Hanoï en octobre 2010, les pays membres ont officiellement décidé d'inviter les États-Unis et la Russie à rejoindre l'EAS à partir de 2011. Dans le futur, l'EAS devrait également permettre le renforcement des coopérations dans les domaines politique et de la sécurité et jouer un rôle grandissant dans la région.

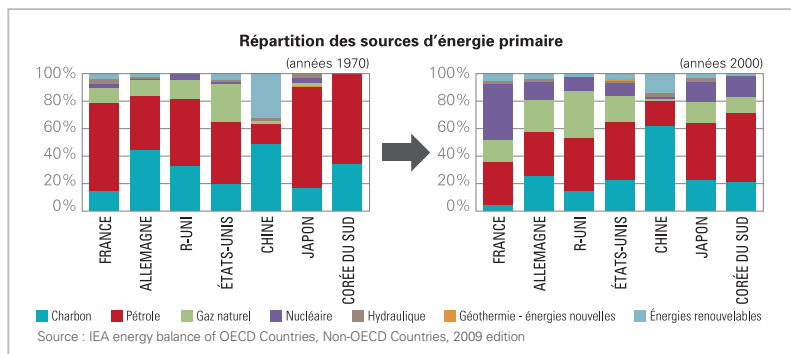
La situation énergétique du Japon

Évolution de l'approvisionnement énergétique

Graphique 1

Durant sa période de forte croissance économique, le Japon importait massivement du pétrole à faible coût, et en 1973 celui-ci représentait 75,5% de l'approvisionnement du Japon en énergie primaire. Cependant, suite à des ruptures de son approvisionnement et à une forte hausse des prix lors des deux chocs pétroliers de 1973 et 1979, le Japon a considérablement investi dans la recherche de nouvelles énergies.

Il en a résulté une diversification de ses sources d'énergies, et en 2008 le pétrole ne représentait plus que 41,9% de ses besoins (voir graphique 1). Toutefois, son approvisionnement en énergie primaire repose toujours à 83% sur les énergies fossiles, un chiffre élevé par rapport aux autres puissances économiques mondiales. Un approvisionnement stable en combustibles fossiles revêt donc une importance cruciale pour le Japon.



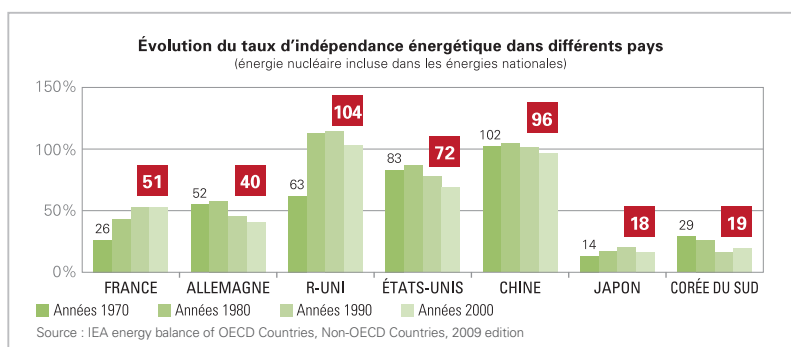
Source : Livre Blanc 2010 sur les Énergies du Ministère de l'Économie et de l'Industrie du Japon

Évolution du taux d'indépendance énergétique

Graphique 2

On appelle « taux d'indépendance énergétique » le rapport entre l'énergie primaire produite par un pays, et l'énergie indispensable à la vie quotidienne et à l'activité économique dans ce pays. A mesure que de grandes quantités de pétrole étaient importées lors de la période de forte croissance économique, le taux d'indépendance énergétique du Japon, qui était de 58% en 1960, a nettement baissé. La quasi-totalité du gaz naturel liquéfié et de l'uranium étant également importée, ce taux ne dépassait pas les 4% en 2007.

Cependant, le Japon a beaucoup développé son parc nucléaire à la suite des chocs pétroliers, et si l'on considère le combustible nucléaire comme « semi-national » du fait de sa durée d'utilisation potentielle importante, le taux d'indépendance énergétique du Japon s'élève alors à 18%.



Source : Livre Blanc 2010 sur les Énergies du Ministère de l'Économie et de l'Industrie du Japon

État actuel et avenir de l'utilisation de l'énergie nucléaire au Japon

Le Japon, dont le taux d'indépendance énergétique est extrêmement bas, accorde une importance particulière à la production d'énergie nucléaire pour maintenir la stabilité de son approvisionnement énergétique.

On compte aujourd'hui au Japon 54 centrales nucléaires actives. Conformément aux normes et évaluations d'organismes internationaux tels que L'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique), celles-ci répondent aux exigences internationales en matière d'énergie nucléaire. En augmentant les rendements de ces centrales, le Japon espère contri-

buer à la réalisation d'engagements internationaux sur la réduction d'émission de gaz à effets de serre.

En collaboration avec les grands pays producteurs d'énergie nucléaire, dont la France, le Japon œuvre également à la diffusion vers l'étranger de hautes technologies élaborées conjointement avec des entreprises telles que Mitsubishi Heavy Industries, Toshiba, et Hitachi. Le Japon souhaite ainsi pouvoir contribuer de façon encore plus significative à la croissance durable de l'ensemble de la communauté internationale et à la lutte contre le réchauffement climatique.

Vers une utilisation de l'énergie de fusion nucléaire

La construction à Cadarache (France) du réacteur thermonucléaire expérimental international (ITER) se poursuit sous l'égide d'une collaboration multipolaire regroupant le Japon, les pays de l'Union Européenne, les États-Unis, la Russie, la Chine, la Corée du Sud et l'Inde. L'objectif de ce projet international de très grande envergure est de réaliser la construction du tout premier réacteur expérimental de fusion nucléaire afin de démontrer la faisabilité scientifique et technologique de l'énergie de fusion à des fins pacifiques.

En juillet 2010, M. Osamu MOTOJIMA a été nommé au poste de

Directeur Général d'ITER Organization, organe central de gestion du projet. Lors de sa nomination, M. MOTOJIMA a annoncé sa volonté, au travers de la réalisation du projet ITER, de « faire naître un soleil à Cadarache ».



M. Osamu MOTOJIMA, Directeur Général d'ITER Organization

Les tentatives japonaises dans le domaine des énergies propres

Le Japon, dans un souci de sécurité énergétique et de réduction des émissions de CO₂, s'efforce de promouvoir les énergies renouvelables en tant qu'importantes sources d'énergies parallèlement à l'énergie nucléaire. Mais l'exploitation de ces sources reste compliquée, de par leur contrôle difficile et de l'instabilité de leur puissance de sortie. C'est pourquoi le Japon projette l'établissement d'un réseau de distribution « smart grid » qui permet d'améliorer l'équilibre entre production et consom-

mation d'électricité par le biais des technologies de l'information, et rend possible un approvisionnement stable en électricité. D'ailleurs, plusieurs programmes de démonstration ont déjà été lancés en vue de cette implantation. De plus, en novembre 2010 s'est tenu à l'Ambassade du Japon en France un « Séminaire Smart Grid » sous la tutelle de la Japan Smart Community Alliance (JSCA), un organisme dirigé par l'Organisation pour le Développement des Nouvelles Énergies et des Technologies

Industrielles (NEDO). Ce séminaire a rassemblé des entreprises et ministères concernés des deux pays. Les discussions se sont notamment portées sur la coopération franco-japonaise dans le cadre des différents projets d'exploitation des énergies renouvelables en Afrique du Nord. La coopération entre les deux pays progresse également en vue du lancement en 2011 par la NEDO d'un programme de démonstration dans la Communauté Urbaine de Lyon (Grand Lyon).

« L'enseignement primaire et secondaire au Japon »

La durée de l'enseignement obligatoire au Japon est de neuf ans, de l'école primaire au collège. Actuellement, 98% des collégiens entrent au lycée et moins de 2% des lycéens abandonnent leurs études en cours de scolarité. L'enseignement public obligatoire est gratuit. La gratuité est également effective depuis 2010 pour les lycées publics (les élèves des lycées privés bénéficiant de subventions). L'année scolaire est habituellement divisée en trois périodes (parfois en deux périodes) qui vont de début avril à fin juillet (1ère période), de début septembre à fin décembre (2ème période) et de début janvier à fin mars (3ème période). Chaque période est séparée par des vacances scolaires.

La quasi-totalité des écoles primaires et des collèges ont adopté le système du *kyūshoku**1 (99,2% des écoles primaires et 85,8% des collèges en 2008). Les menus sont contrôlés par des diététiciens et comprennent depuis quelques temps des produits locaux. Autre particularité, de nombreux établissements organisent également

un système de restauration (*kyūshoku tōban*) et de nettoyage (*sōji tōban*) où les élèves assurent à tour de rôle la distribution et le rangement des plats, ainsi que le nettoyage des salles de classe, des couloirs et de la cour d'école. En outre, un grand nombre d'établissements du secondaire ont adopté le port de l'uniforme scolaire.

Au collège et au lycée, de nombreux élèves participent à des activités sportives et culturelles, notamment après les cours (en 2009, 64,9% des collégiens et 40,7% des lycéens appartenaient à un club sportif). Bien souvent, l'encadrement est assuré par le personnel enseignant. Concernant les sports au lycée, le baseball et le football sont particulièrement populaires et les lycéens qui pratiquent ces sports rêvent de participer au championnats nationaux (les championnats nationaux sont diffusés à la télévision).

*1 Restauration scolaire sur place où les repas sont pris dans les salles de cours



Lycéens en uniforme



Compétition de judo inter-lycées



Exemple des repas servis lors du *kyūshoku*



Distribution des plats dans le cadre du système du *kyūshoku tōban*

L'Association « SHIOSAI » de La Rochelle

(※ Texte reçu en décembre 2010)

SHIOSAI fut le nom choisi par l'Association culturelle franco-japonaise qui se créa à La Rochelle en 1992. Ses statuts furent déposés à la Préfecture de Charente-Maritime ; et le Journal Officiel de la République française déclara sa naissance le 1er juillet 1992.

Le but fixé était de promouvoir et favoriser les échanges culturels entre deux civilisations aussi différentes, riches et passionnantes, que celles du Japon et de la France. Ce but a été atteint chaque année, avec des programmes et des actions les plus divers, toujours de qualité, sous la houlette de sa Présidente Atsuko Wolf Furihata, excellente organisatrice.

La preuve en est que le nombre des membres effectifs de SHIOSAI, qui a toujours été d'une quarantaine ou d'une cinquantaine de personnes, n'a jamais réellement reflété l'impact sur le public rochelais, et même charentais, des manifestations de l'Association. Certaines ont été des plus courues. Un bon exemple en est l'action menée pour faire

connaître le cinéma japonais dans notre région.

Les projets de l'Association SHIOSAI ne manquent pas pour 2011 !

Nous n'en révélerons ici que trois. D'abord, naturellement, en janvier, la 11e édition de ce *Festival de cinéma* dont nous venons de parler. Le thème de cette année sera « La Ville japonaise », et, avec l'appui du Service culturel de l'Ambassade du Japon en France, nous présenterons un film de Jun Ishikawa (*La Vie à Osaka*, 1999), et deux films de 2007 : l'un de Kiyoshi Sasabe évoque la tragédie d'Hiroshima en août 1945, d'après le manga original de Fumiyo Kono (Grand Prix du Manga 2004) ; l'autre, de Takashi Yamazaki, est la deuxième partie de *Always* du même auteur qui a obtenu un énorme succès en 2005...

Puis nous accueillerons la poétesse Madoka Mayuzumi. C'est une *haïjin* (= auteur de *haïku*) très appréciée dans son pays ; elle a été nommée Conseillère spéciale pour les échanges culturels par le *Bunkachō*, l'Agence japonaise

Associations d'amitié franco-japonaises 14



Conférence de Madoka Mayuzumi, tenue le 19 janvier 2011

de la culture. Ensuite, en mars, en collaboration avec le Musée de La Rochelle, nous consacrons une séance à une des cérémonies les plus traditionnelles du Japon éternel... Nous n'en dirons pas plus, pour l'instant.

Je n'ajoute que quatre mots en cette fin d'année :

'Longue Vie à SHIOSAI' !

Association SHIOSAI <http://shiosai.org/index.php>